

Mohcine Belabbas répond au ministère des Affaires étrangères

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), M. Mohcine Belabbas a réagi dimanche, au communiqué du ministère des Affaires étrangères critiquant la résolution du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme en Algérie.

Pour le premier responsable du RCD, les violations des droits de l'homme en Algérie sont une réalité indéniable. Il précise, en outre, que contrairement aux affirmations du ministère des Affaires étrangères, des journalistes et des hommes politiques sont mis en prison pour des raisons liées à leurs opinions.

''Outrance dites-vous. Comment peut-on alors qualifier la condamnation du journaliste Khaled Drareni à deux années de prison ferme ? Comment peut-on qualifier le maintien sous mandat de dépôt de plusieurs détenus d'opinions, à l'instar de Rachid Nekkaz, depuis plus d'une année et le refus de programmer leur procès ?'', s'interroge-t-il dans une contribution postée sur [sa page facebook](#).

Il ajoute : ''Comment qualifier la fermeture hermétique des medias au débat pluriel et le refus de donner des autorisations, y compris, pour les réunions des organes de direction des partis politiques ? ... La liste est longue''.

Le problème est plutôt dans le silence du parlement algérien depuis près de deux ans sur les violations des lois et les atteintes répétées aux droits et aux libertés, estime Belabbas. ''Plus grave, il vote des lois liberticides qui viennent au secours de la répression judiciaire. Il est aussi dans l'absence, ne serait-ce, que d'un débat parlementaire tout au long d'une révolution qui marquera à jamais l'Histoire et la mémoire'', note-il.

Enfin, il affirme qu'à la décharge des rédacteurs du communiqué du ministère des Affaires étrangères, l'utilisation du terme outrance renvoie à la reconnaissance de ces atteintes (elles ne sont qu'exagérées).

Pour rappel, le ministère des Affaires étrangères a rendu public samedi, un communiqué dans lequel il dénonce la démarche du Parlement européen qui a adopté jeudi, une [résolution d'urgence](#) condamnant les violations des droits de l'homme en Algérie.